



La FSU en Saône et Loire

Intervention FSU 71 lors de la manif du 20 novembre 2007

Tous les discours gouvernementaux cherchent à nous convaincre que les services publics, la fonction publique constituent une charge trop coûteuse pour l'économie de notre pays. Oui, il est légitime de rechercher le meilleur service au meilleur coût.

Oui, l'équilibre des finances publiques doit être recherché.

Mais l'égalité d'accès de tous aux services publics, la prise en compte des besoins nouveaux, la qualité du service aux citoyens... sont tout aussi essentiels.

Et pour garantir la qualité du Service Public, le statut des fonctionnaires est une nécessité.

Ce statut n'est pas un privilège mais un ensemble de droits et d'obligations qui s'imposent à tous les agents. Il garantit l'égalité d'accès de tous les citoyens et, comme l'a remarqué un rapport de 2003 du conseil d'État, il garantit à la France une « fonction publique intègre, professionnelle et impartiale. »

Le 10 octobre, le premier ministre, François Fillon, a dit : « La réforme de l'État supposera que chacun d'entre nous accepte qu'il y ait moins de services, moins de personnel, moins d'État sur son territoire »

Ce choix de société, nous ne pouvons pas l'accepter.

Nous ne pouvons pas accepter moins d'éducation, moins de santé, moins de services publics mais plus de privatisations (eau, collecte des déchets, Poste, énergie, ANPE, qui seront les suivants ?)

L'opinion publique ne nous est pas très favorable, il va falloir continuer à travailler à la convaincre de la nécessité d'avoir des services publics de qualité, et que cette qualité ne passe pas par des réductions d'effectifs arbitraires ni par une dévalorisation des métiers de la Fonction Publique.

Refuser le rattrapage du pouvoir d'achat, obliger à travailler plus pour gagner moins, allonger la durée de cotisation pour accéder à la retraite, tout cela dévalorise nos métiers, tout cela dévalorise les métiers de la Fonction Publique, tout cela dévalorise la Fonction Publique.

Pour finir sur une note plus positive, la FSU propose que les décisions concernant les services publics ne soient pas uniquement des décisions budgétaires, fondées sur des statistiques moyennes, souvent fausses, mais que les services publics répondent aux besoins des usagers, en tenant compte des réalités professionnelles.